

Art. 11. Om de in artikel 9 vermelde betaling te bekomen, moet het personeelslid uiterlijk binnen een termijn van 180 dagen na ontvangst van het getuigschrift, brevet of diploma, bij de administrateur-generaal een schriftelijke aanvraag indienen.

Art. 12. Bij de in artikel 11 vermelde aanvraag moet een voor eensluidend verklaard afschrift worden gevoegd van het getuigschrift, het brevet of het diploma.

Art. 13. Dit besluit treedt in werking op de dag van de publikatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 14. Het lid van de Executieve onder wie de Radio en Televisie ressorteert, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 22 mei 1991.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :

De Minister-Voorzitter

V. FEAUX

F. 91 — 3380

[S-C — 29591]

**19 JUIN 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à l'organisation du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse,
à régimes ouvert et fermé, de la Communauté française**

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, notamment l'article 37, 4;

Vu le décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois du 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que dans l'intérêt des jeunes il y a lieu de prendre au plus tôt des dispositions garantissant le respect de leurs droits lorsqu'ils sont confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse;

Sur la proposition du Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française;

Vu la délibération de l'Exécutif de la Communauté française du 10 juin 1991,

Arrête :

Article 1er. Le Ministre qui a la protection de la jeunesse dans ses attributions organise le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, visé au Titre II, Chapitre II, section 2 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse en fonction des besoins résultant de l'application de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Il règle l'organisation et le fonctionnement de chacune des institutions.

Art. 2. Le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, développe des actions pédagogiques différenciées tendant à répondre de manière optimale aux besoins des jeunes.

Ces actions sont notamment :

1° l'accueil d'urgence d'une durée maximale de 15 jours;

2° l'orientation d'une durée maximale de 40 jours;

3° l'éducation;

4° l'individualisation et la prise en charge intensive;

5° la prise en charge momentanée et individualisée des jeunes en crise en vue de leur réinsertion dans leur unité de vie au sein de l'institution;

6° l'accompagnement des jeunes à l'extérieur de l'institution.

L'administration de la protection de la jeunesse met à la disposition des autorités judiciaires compétentes un document les informant des projets pédagogiques du groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé.

Art. 3. Le service d'information et d'orientation de l'administration de la protection de la jeunesse informe à leur demande les autorités judiciaires compétentes des disponibilités de place dans le groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, selon le type de prise en charge envisagée.

Art. 4. Les directions des institutions publiques veillent à l'adéquation aux projets pédagogiques des demandes de prise en charge formulées par les autorités judiciaires compétentes dans leur décision confiant un jeune au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé.

A cette fin, à l'exception de l'accueil d'urgence, les directions sollicitent un entretien auprès desdites autorités afin de clarifier et de concrétiser les attentes de chaque partenaire.

Art. 5. La direction d'une institution publique ne peut accepter de prendre en charge un jeune que s'il est confié au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, en application de l'article 37, 4° de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et conformément aux articles 16, alinéa 2, et 18 du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Art. 6. Les procédures administratives relatives à la prise en charge des jeunes sont supervisées par le fonctionnaire dirigeant les services d'inspection de l'administration de la protection de la jeunesse.

Art. 7. Tout jeune confié au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse, à régimes ouvert et fermé, bénéficie de contacts avec l'extérieur, notamment les visites, les sorties et les congés, selon les modalités fixées par le règlement général et le règlement particulier prévus à l'article 16, alinéa 1^{er} du décret du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse.

Sans préjudice des dispositions particulières qui seraient prises par le juge compétent à l'égard d'un jeune accueilli en milieu fermé conformément à l'article 18 du même décret, les contacts avec l'extérieur font l'objet d'un programme individuel établi à l'initiative de l'institution qui l'inclut dans le rapport médico-psychologique et les rapports trimestriels du jeune concerné.

Art. 8. Lorsqu'un jeune confié au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse s'absente sans autorisation, la direction de l'institution concernée en avise le juge compétent et la gendarmerie :

- 1° immédiatement s'il s'agit d'une évasion d'une section à régime fermé;
- 2° endéans les 24 heures s'il s'agit d'une fugue;
- 3° endéans les 48 heures s'il s'agit d'un non-retour de congé.

Art. 9. 1° A l'exception des sections d'accueil d'urgence et des sections à régime fermé, la place d'un jeune absent peut être maintenue pendant quinze jours.

2° La place d'un jeune absent d'une section d'accueil d'urgence peut être maintenue pendant vingt-quatre heures.

3° La place d'un jeune absent d'une section à régime fermé doit être maintenue tant que la mesure n'a pas été modifiée par le juge compétent.

Au terme des délais visés aux points 1° et 2° ci-dessus, la place du jeune est réputée vacante. Sa réintégration éventuelle est subordonnée à l'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent arrêté.

Art. 10. Tout incident majeur, y compris les absences non autorisées, fait l'objet d'un rapport circonstancié transmis à la direction d'administration de la protection de la jeunesse et au juge compétent.

Art. 11. Les mineurs visés à l'article 36, 1°, 2° et 3° de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse et confiés au groupe des institutions publiques de protection de la jeunesse à la date d'entrée en vigueur du présent arrêté peuvent continuer à être pris en charge par le groupe pour une durée maximale de 6 mois à compter de ladite entrée en vigueur ou, à leur demande, pour une durée supérieure qu'ils déterminent.

Art. 12. L'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 18 juillet 1989 relatif à l'organisation du groupe des établissements d'observation et d'éducation surveillée de la Communauté française est abrogé.

Art. 13. Le Ministre ayant l'aide à la jeunesse et la protection de la jeunesse dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 19 juin 1991.

Par l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre-Président,
V. FEAUX

VERTALING

N. 91 — 3380

[S-C — 29591]

19 JUNI 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap betreffende de organisatie van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, inzonderheid op artikel 37, 4°;

Gelet op het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, in het belang van de jongeren, bepalingen tot vrijwaring van hun rechten zonder verwijf dienen te worden getroffen wanneer ze worden toevertrouwd aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming;

Op de voordracht van de Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap;

Gelet op de door de Executieve van de Franse Gemeenschap na de beraadslaging van 10 juni 1991 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. De Minister tot wiens bevoegdheid de jeugdbescherming behoort organiseert de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, bedoeld in Titel II, Hoofdstuk II, afdeling 2, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd, op grond van de behoeften die voortvloeien uit de toepassing van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

Hij regelt de organisatie en de werking van elke instelling.

Art. 2. De groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, brengt verschillende pedagogische acties tot stand die aan de behoeften van de jongeren zo goed mogelijk proberen te beantwoorden.

Deze acties zijn inzonderheid :

- 1° spoedopvang voor een maximumperiode van 15 dagen;
- 2° voorlichting voor een maximumperiode van 40 dagen;

- 3° opvoeding;
- 4° individualisering en intensieve begeleiding;
- 5° tijdelijke en geïndividualiseerde begeleiding van jongeren die in een crisistoestand verkeren, met het oog op hun wederopnemning in hun levenseenheid binnen de instelling;
- 6° begeleiding van jongeren buiten de instelling.

Het bestuur voor jeugdbescherming stelt de bevoegde rechterlijke overheden een document ter beschikking dat inlichtingen inhoudt betreffende de pedagogische projecten van de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes.

Art. 3. De dienst voor informatie en oriëntatie van het bestuur voor jeugdbescherming brengt aan de bevoegde rechterlijke overheden, op hun aanvraag, informatie over de beschikbare plaatsen in de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, volgens het gekozen type van opnemning.

Art. 4. De directies van de overheidsinstellingen zorgen ervoor dat de opnemingsaanvragen die door de bevoegde rechterlijke overheden worden gedaan in hun beslissing een jongere toe te vertrouwen aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, aan de pedagogische projecten beantwoorden.

Daartoe, met uitzondering van de spoedopvang, vragen de directies een onderhoud bij die overheden opdat de verwachtingen van iedere partner zouden kunnen worden verduidelijkt en geconcretiseerd.

Art. 5. De directie van een overheidsinstelling kan slechts aanvaarden een jongere op te nemen indien deze toevertrouwd is aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, bij toepassing van artikel 37, 4°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en overeenkomstig de artikelen 16, lid 2, en 18, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Art. 6. De ambtenaar die de leiding heeft van de inspectiediensten van het bestuur voor jeugdbescherming voert de supervisie over de administratieve procedures betreffende het opnemen van jongeren.

Art. 7. Iedere jongere die toevertrouwd is aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming, met open en gesloten regimes, mag contacten hebben met de buitenwereld, inzonderheid bezoeken, uitgaansdagen en verlofdagen, volgens regels die nader te bepalen zijn in het algemeen reglement en in het bijzonder reglement bedoeld in artikel 16, lid 1, van het decreet van 4 maart 1991 inzake hulpverlening aan de jeugd.

Onverminderd de bijzondere bepalingen die zouden worden getroffen door de bevoegde rechter ten aanzien van een jongere die in een gesloten milieu opgevangen is overeenkomstig artikel 18 van hetzelfde decreet, worden de contacten met de buitenwereld toegestaan op grond van een individueel programma dat wordt opgemaakt op initiatief van de instelling die dit opneemt in het medisch-psychologisch verslag en de driemaandelijke verslagen van de betrokken jongere.

Art. 8. Wanneer een jongere die toevertrouwd is aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming zonder verlof afwezig is, brengt de directie van de betrokken instelling er de bevoegde rechter en de rijkswachter op de hoogte van :

- 1° onmiddellijk, als de jongere ontvlucht is uit een afdeling met gesloten regime;
- 2° binnen 24 uur, als de jongere is weggelopen;
- 3° binnen 48 uur, als de jongere van verlof niet is teruggekomen.

Art. 9. 1° Met uitzondering van de afdelingen voor spoedopvang en de afdelingen met gesloten regime, kan de plaats van een afwezige jongere gedurende vijftien dagen worden behouden.

2° De plaats van een jongere die afwezig is uit een afdeling voor spoedopvang kan gedurende vierentwintig uren worden behouden.

3° De plaats van een jongere die afwezig is uit een afdeling met gesloten regime moet worden behouden, zolang de maatregel door de bevoegde rechter niet wordt gewijzigd.

Nadat de in de hierboven vermelde punten 1° en 2° bedoelde termijnen verstreken zijn, wordt de plaats van de jongere als onbezet geacht. Het eventuele wederopnemen van die jongere wordt afhankelijk gemaakt van de vervulling van de in artikel 4 van dit besluit bepaalde formaliteiten.

Art. 10. Over elk gewichtig incident, met inbegrip van ongeoorloofde afwezigheid, wordt een omstandig verslag gedaan, dat wordt gezonden aan de bestuursdirectie voor jeugdbescherming en aan de bevoegde rechter.

Art. 11. De minderjarigen die bedoeld zijn bij artikel 36, 1°, 2° en 3°, van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming en die aan de groep overheidsinstellingen voor jeugdbescherming toevertrouwd zijn op datum van inwerkingtreding van dit besluit, kunnen door de groep verder worden opgenomen voor een maximumduur van 6 maanden te rekenen vanaf die inwerkingtreding of, op hun verzoek, voor een langere duur die ze bepalen.

Art. 12. Het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 18 juli 1989 betreffende de organisatie van de groep gestichten voor observatie en opvoeding onder toezicht van de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 13. De Minister tot wiens bevoegdheid de hulpverlening aan de jeugd en de jeugdbescherming behoren is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 19 juni 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap.:

De Minister-Voorzitter,
V. FEAUX

F. 91 — 3381'

21 OCTOBRE 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française
relatif à la gestion du personnel du Ministère de la Culture et des Affaires sociales

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée par la loi du 8 août 1988 et notamment les articles 69, 83 et 87;